Accusé certifié exéc**té PUBLIQUE FRANÇAIS**E Réception par le préfet : 29/10/201

Affichage: 29/10/2018

DÉPARTEMENT-RÉGION DE LA GUADELOUPE

délégation 971-200018653-20181017-20101005600-DE

# COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION CAP EXCELLENCE

## DÉLIBÉRATION N°2018.10.05/600

Approbation de la motion de l'Association Nationale des Élus en charge du Sport (l'ANDES) en faveur de la mobilisation pour le sport français

Présents : 23		
<u>Président</u>		
M. Eric	JALTON	
	<u>Vice-Présidents</u>	
M. Jacques	BANGOU	1 <sup>er</sup> Vice-Président
Mme Suzelle	SEVILLE	5 <sup>ène</sup> Vice-Présidente
M. Georges	BREDENT	8ème Vice-Président
Mme Maguy	CELIGNY	9ème Vice-Présidente
M. Fred	EUSTACHE	10ème Vice-Président
Mme Claudine	CHALUS	12ème Vice-Présidente
Mme Marie-Corine	LACASCADE-CLOTILDE	13 <sup>ème</sup> Vice-Présidente
Conseillers Communautaires - Membres du Bureau		
Mme Lyliane	PIQUION	
Mme Alberta	ALBERI	
M. Justin	DESSOUT	
<u>Autr</u>	es Conseillers Communauta	<u>ires</u>
Mme Maryse	ALIDOR-DAHOMAIS	
M. Georges	BERGINA	
Mme Lydia	FANHAN-LAURIETTE	
Mme Juliana	FENGAROL	
M. José	GUIOLET	
Mme Célia	HATCHI-MIMIETTE	
Mme Solange	LEBLANC	
M. Maurice	LORQUIN	
M Alix	NABAJOTH	
M. Jean-Charles	SAGET	
M. Denis	BERNADOTTE	
M. William	SURDIN	

Nombre de membres en exercice du Conseil Communautaire : 50

# 5ème séance de l'année 2018

## Mercredi 17 octobre 2018

L'an deux mille dix-huit, le mercredi 17 octobre, à 10 heures 00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération CAP Excellence, s'est assemblé au siège de CAP Excellence (salle du Conseil), sis 18 boulevard LEGITIMUS 97 110 Pointe-à-Pitre, sous la présidence de Monsieur Eric JALTON, Président, en vue de délibérer en application de l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales sans condition de quorum, suivant l'ordre du jour de la nouvelle convocation datée du 12 octobre 2018, le quorum n'ayant pas été atteint lors de sa séance à cette date.

## Excusé représenté: 1

## <u> Vice-Président:</u>

Mme Hélène MOLIA-POLIFONTE (4ème Vice-Présidente) Procuration à M. Justin DESSOUT

## Excusés non représentés: 15

## Vice-Présidents:

M. Georges DAUBIN (2eme Vice-Président)

M. Rosan RAUZDUEL (3ème Vice-Président)

Mme Eliane GUIOUGOU-FIRPIONN (6ºme Vice-Présidente)

Mme Murielle JABES (7ème Vice-Présidente)

M. Dominique BIRAS (11 ène Vice-Président)

Mme Renée-George NABAJOTH-DELOUMEAUX (14ème Vice-Présidente)

### Conseillers Communautaires - Membres du Bureau :

Mme Josiane GATIBELZA

Mme Corinne PETRO

Mme Marie-Camille MOUNIEN

Mme Francesca FAITHFUL

## Autres Conseillers Communautaires:

Mme Lise Claude AZEDE

M. Jean-Luc CELIGNY

Mme Sylvie CHAMMOUGON-ANNO

Mme Nadège THÉOPHILE

Mme Ketty WALPO

## Absents: 11

#### Vice-Président:

M. Pierre THICOT (15ème Vice-Président)

## Conseiller Communautaire - Membre du Bureau :

M. Fabert MICHELY

M. Max CELIGNY

M. Michel RINÇON

## **Autres Conseillers Communautaires:**

M. Chazy CIRANY

M. Audry CORNANO

M. Harry DURIMEL

M. Jocelyn LEREMON

M. Daniel MARSIN

M. Patrick SELLIN

Mme Nadiah SURVILLE-PERAFIDE

971-200018653-20181017-20101005600-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/10/2018

Affichage : 20/10/10/2018

Affichage : 20/10/10/2018

Pour l'autorité Marien Corinne LACASCADE-CLOTILDE a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance délégation 971-20/01/9653-20181017-20/01005600-DE

qu'elle a acceptées.

# LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE;

- **VU** les dispositions du Code général des collectivités territoriales;
- VU l'arrêté préfectoral n°2008/2042/AD/II/2 du 30 décembre 2008 portant création de la Communauté d'Agglomération CAP Excellence et approuvant les statuts de l'EPCI;
- VU l'arrêté préfectoral n°2012-1322/SG/DiCTAJ/BRA en date du 29 novembre 2012 portant extension de périmètre de la Communauté d'Agglomération CAP Excellence à la ville de Baie-Mahault au 1<sup>er</sup> janvier 2013;
- VU l'arrêté préfectoral n°971-2017-03-08-001/SG/DiCTAJ/BRA daté du 8 mars 2017 portant modification et actualisation des statuts de la Communauté d'Agglomération CAP Excellence;
- **VU** la délibération n°10.12.09/118 du Conseil Communautaire de CAP Excellence du 14 décembre 2010 fixant la définition de l'intérêt communautaire;
- **VU** la délibération n°2014.04.01/01 du Conseil Communautaire du 23 avril 2014 portant élection du Président de la Communauté d'Agglomération CAP Excellence;
- **VU** la délibération n°2016.11.11/352 du Conseil Communautaire du 23 novembre 2016 portant modification et actualisation des statuts de CAP Excellence;
- VU la délibération n°2017.09.05/459 du Conseil Communautaire du 27 septembre 2017 portant modification de la délibération n°2014.04.01/29 du Conseil Communautaire du 23 avril 2014 portant délégation de certaines attributions du Conseil au Président;
- VU la délibération n°2017.09.05/460 du Conseil Communautaire du 27 septembre 2017 portant modification de la délibération n°2014.04.01/30 du Conseil Communautaire du 23 avril 2014 portant délégation de certaines attributions du Conseil au Bureau Communautaire;

# Considérant le rapport du Président;

L'Association Nationale des Élus en charge du Sport (l'ANDES) regroupe les élus en charge des sports de l'hexagone et d'Outre-mer.

L'ANDES permet d'échanger sur les politiques sportives des villes et représente les intérêts des collectivités locales auprès de l'État et du Mouvement sportif.

L'association dispose d'un réseau de plus de 5000 villes. Elle participe aux commissions nationales et territoriales du Centre National pour le Développement du Sport (*le CNDS*) et bénéficie d'une convention avec le Ministère des Sports et d'un partenariat avec l'Association des Maires de France (*l'AMF*) et l'Association des Départements de France (*l'ADF*).

Lors de son comité directeur du 20 septembre dernier, la motion transmise en pièce jointe a été adoptée avec l'objectif qu'elle soit approuvée par l'ensemble des collectivités territoriales.

À la demande de Monsieur le Président, il est demandé au Conseil Communautaire d'approuver cette motion et d'autoriser Monsieur le Président à communiquer cette délibération au Comité directeur de l'ANDES.

Après en avoir délibéré;

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/10/2018 Affichage : 29/10/2018

# **DÉCIDE, À L'UNANIMITÉ:**

Pour l'autorité compétente par délégation 971-200018653-20181017-20101005600-DE

ARTICLE 1- D'approuver la motion ci-après, de l'Association Nationale des Élus en charge du Sport (l'ANDES) en faveur de la mobilisation pour le sport français :

- « Réuni le 20 septembre à Lyon, le Comité Directeur de l'ANDES a arrêté les décisions suivantes :
  - Réaffirme son inquiétude face aux nouvelles annonces budgétaires du gouvernement : baisse de 6,2% (30 millions d'euros) du budget du Ministère des Sports (0,13% du budget de l'Etat soit 450 millions d'euros), suppression ou réaffectation de 1 600 emplois nationaux et suppression des emplois aidés ;
  - Mobilisés depuis 20 ans les élus en charge du sport constatent dès aujourd'hui au quotidien cette dégradation continue du financement du sport; Les collectivités ne pourront pas se substituer au désengagement de l'Etat; Elles assument déjà plus de 80% du financement du sport : subventions aux clubs, événements sportifs, construction et maintenance des équipements sportifs. Avec 200 000 installations (soit 82% du patrimoine sportif) et 37 000 espaces et sites de nature, les collectivités locales sont incontournables mais ne peuvent pas agir isolément,
  - Pointe les incohérences entre l'ambition sportive affichée de 3 millions de pratiquants supplémentaires et d'accueil des Jeux olympiques et paralympiques en 2024; Le discours doit trouver une traduction dans les actes! Le sport ne doit pas servir de variable d'ajustement au Budget de l'Etat;
  - Invite à accélérer la rénovation de la gouvernance du sport et la reconnaissance du rôle des collectivités territoriales : Les travaux engagés depuis plusieurs mois ne doivent pas être remis en cause
  - Appelle les parlementaires à consolider le financement du sport par le déplafonnement des taxes affectées au sport, sur les mises de la FDJ (1,8%), des paris en ligne et de la taxe Buffet (5%); Les acteurs du sport doivent disposer de ressources pérennes; Avec plus de 35 millions de pratiquants, l'enjeu sociétal du sport pour tous est essentiel pour la Nation, que ce soit en matière de santé, de lien social, d'éducation mais également de vecteur économique et d'emplois.

Nous, élus locaux en charge des sports, fédérés au sein de l'ANDES, et en soutien à la mobilisation générale du Mouvement sportif français, demandons que cette motion soit présentée et adoptée par l'ensemble des collectivités territoriales ».

<u>ARTICLE 2</u>- D'autoriser Monsieur le Président à communiquer cette délibération au Comité directeur de l'ANDES.

ARTICLE 3- D'autoriser Monsieur le Président à engager toutes les démarches et signer tous les documents, actes et pièces nécessaires à l'application de la présente décision.

<u>ARTICLE 4-</u> Le Président, le Directeur Général, de CAP Excellence, le Comptable Public du Centre des Finances Publiques de l'Agglomération CAP Excellence, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

La présente délibération sera notifiée à Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Pointe-à-Pitre, à Monsieur le Maire de la ville des Abymes, à Madame le Maire de la ville de Baie-Mahault, à Monsieur le Maire de la ville de Pointe-à-Pitre Comité, au directeur de l'ANDES ainsi qu'à Madame le Comptable Public du Centre des Finances Publiques de l'Agglomération CAP Excellence.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe, dans un délai de deux (2) mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de la Communauté d'Agglomération CAP Excellence.

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/10/2018 Affichage: 29/10/2018

Pour l'autorité compétente par délégation 971-200018653-20181017-20101005600-DE

# Pour extrait certifié conforme

2 9 OCT. 2018



Délibération transmise à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre, le

2 9 OCT. 2018

Délibération transmise à Monsieur le Maire de la ville des Abymes, le

2 9 OCT. 2018

Délibération transmise à Madame le Maire de la ville de Baie-Mahault, le

2 9 OCT, 2018

Délibération transmise à Monsieur le Maire de la ville de Pointe-à-Pitre, le

2 9 OCT. 2018

Délibération transmise au Comité directeur de l'ANDES, le 2 9 0CT. 2018

Délibération transmise à Madame le Comptable Public de l'Agglomération CAP Excellence, le 2 9 0CT. 2018